

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

**B — N° 22**

**19 mai 2000**

**S o m m a i r e**

<b>Arrêté grand-ducal du 15 novembre 1999 autorisant Monsieur Kraft Jürgen Christian KASPERCZYK à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Jürgen Kraft Christian KASPERZYK» .....</b>	<b>392</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 18 mars 2000 portant</b>	
– nomination des membres de l'autorité de contrôle prévue au paragraphe (4) de l'article 12-1 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques	
– désignation des représentants à l'autorité de contrôle prévue à l'article 115 de la convention d'application de l'Accord de Schengen telle qu'approuvée par la loi du 3 juillet 1993. ....	<b>392</b>
<b>Arrêté ministériel du 29 mars 2000 portant nomination des membres du comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau.....</b>	<b>393</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 31 mars 2000 autorisant la création d'un syndicat de communes pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid</b>	<b>393</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 8 avril 2000 autorisant l'admission de la commune d'Useldange au syndicat intercommunal «De Réidener Kanton».....</b>	<b>398</b>
<b>Arrêté ministériel du 25 avril 2000 arrêtant une deuxième liste de médiateurs .....</b>	<b>398</b>
<b>Administration des Bâtiments Publics – Examen de fin de stage .....</b>	<b>399</b>
<b>Administration du Cadastre et de la Topographie – Nominations.....</b>	<b>399</b>
<b>Administration des Contributions – Nomination .....</b>	<b>399</b>
<b>Administration de l'Enregistrement et des Domaines – Nominations .....</b>	<b>399</b>
<b>Commissariat aux Assurances – Comptes de profits et pertes et bilan pour l'exercice 1999 ....</b>	<b>399</b>
<b>Entreprises d'assurances – Agréments d'agents d'assurances retirés et agents d'assurances agréés pendant les mois de février et mars 2000 .....</b>	<b>400</b>
<b>Entreprise des Postes et Télécommunications – Nouvelles conditions générales .....</b>	<b>401</b>
<b>Experts, traducteurs et interprètes désignés en application de la loi du 7 juillet 1971 portant matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes – 85<sup>e</sup> liste .....</b>	<b>402</b>
<b>Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examen-concours .....</b>	<b>402</b>
<b>Relevé Général de la Législation: édition 2000 – Mise en vente .....</b>	<b>402</b>
<b>Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de mars 2000. .</b>	<b>403</b>
<b>Tableau des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier – Complément N° 1 .....</b>	<b>405</b>

**Arrêté grand-ducal du 15 novembre 1999 autorisant Monsieur Kraft Jürgen Christian KASPERCZYK à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Jürgen Kraft Christian KASPERZYK».**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Kraft Jürgen Christian KASPERCZYK, né le 4 mars 1941 à Pitschen (D), de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-2210 Luxembourg – 70, boulevard Napoléon 1er – sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Jürgen Kraft Christian KASPERZYK»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Kraft Jürgen Christian KASPERCZYK est autorisé à changer ses prénoms et nom patronymique actuels en ceux de «Jürgen Kraft Christian KASPERZYK».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 15 novembre 1999.

Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

**Arrêté grand-ducal du 18 mars 2000 portant**

- **nomination des membres de l'autorité de contrôle prévue au paragraphe (4) de l'article 12-1 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques.**
- **désignation des représentants à l'autorité de contrôle prévue à l'article 115 de la convention d'application de l'Accord de Schengen telle qu'approuvée par la loi du 3 juillet 1993.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 12-1 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques;

Vu le règlement grand-ducal du 9 août 1993 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'autorité de contrôle prévue au paragraphe (4) de l'article 12-1 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques;

Vu l'article 115 de la Convention de l'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, signée à Schengen, le 19 juin 1990, approuvée par la loi du 3 juillet 1992;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 février 1990 portant renouvellement du mandat de la commission consultative prévue à l'article 30 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques;

Vu la délégation du Procureur général d'Etat;

Sur le rapport de Notre Ministre délégué aux Communications et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de l'autorité de contrôle prévue au paragraphe (4) de l'article 12-1 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques:

- Monsieur Georges Wivenes, avocat général, délégué du procureur général d'Etat, président
- Monsieur René Faber, secrétaire général e.r. de Techno-ARBED, membre
- Monsieur Jean Wagner, premier conseiller de direction au centre informatique de la sécurité sociale, membre
- Madame Anne Blau, attachée de gouvernement au Ministère d'Etat, service des médias et des communications, secrétaire de la commission consultative prévue à l'article 30 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques, secrétaire.

**Art. 2.** Conformément à l'article 115 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, signée à Schengen, le 19 juin 1990, approuvée par la loi du 3 juillet 1993, sont désignés représentants de l'autorité de contrôle commune chargée du contrôle de la fonction de support technique du système d'information Schengen:

- Monsieur René *Faber* et Madame Anne *Blau*, préqualifiés, représentants effectifs;
- Monsieur Georges *Wivenes* et Monsieur Jean *Wagner*, préqualifiés, représentants suppléants.

**Art. 3.** Le mandat de l'autorité de contrôle est de cinq ans.

**Art. 4.** Notre ministre délégué aux Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre délégué aux Communications,  
**François Biltgen**

Palais de Luxembourg, le 18 mars 2000.

Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

### **Arrêté ministériel du 29 mars 2000 portant nomination des membres du comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau.**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 2000, et notamment son article 41, paragraphe 11 ;

Vu le règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les modalités de fonctionnement du comité de gestion du fonds pour la gestion de l'Eau ;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres du comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau pour une durée de trois ans

- **en tant que délégués du ministre ayant dans ses attributions l'intérieur :**  
Monsieur Jean-Paul *Conzémus*, premier conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur;  
Monsieur Mike *Wagner*, conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur;
- **en tant que représentant du ministre ayant dans ses attributions le budget :**  
Monsieur Jean *Olinger*, premier inspecteur des finances;
- **en tant que représentant du ministre ayant dans ses attributions l'environnement :**  
Monsieur Paul *Hansen*, directeur de l'Administration de l'Environnement;
- **en tant que représentant du ministre ayant dans ses attributions l'agriculture, la viticulture et le développement rural :**  
Monsieur Daniel *Frieden*, inspecteur principal premier en rang au ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural.

**Art. 2.** Monsieur Jean-Paul *Conzémus*, premier conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur est nommé président du comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau.

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis à chacun des membres pour lui servir de titre, au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ainsi qu'à la Cour des Comptes pour information.

Luxembourg, le 29 mars 2000

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Michel Wolter**

### **Arrêté grand-ducal du 31 mars 2000 autorisant la création d'un syndicat de communes pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes d'Esch-sur-Sûre en date du 29 décembre 1999 et de Heiderscheid du 20 décembre 1999;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid sont autorisées à créer un syndicat de communes ayant pour objet la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid.

**Art. 2.** Le syndicat porte le nom de «Syndicat de communes pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid» en abrégé «Schoulsyndikat Heischent an Esch/Sauer».

**Art. 3.** Le syndicat a son siège dans la commune de Heiderscheid.

**Art. 4.** Le syndicat a pour objet:

- a) la reprise des infrastructures existantes à Heiderscheid
- b) l'extension de ces infrastructures en fonction des besoins de la population scolaire à accueillir
- c) l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid;

**Art. 5.** Le syndicat est administré par un comité dans lequel la représentation des communes syndiquées est réglée de la manière suivante:

- lorsque le syndicat regroupe deux communes, alors chaque commune-membre est représentée au comité par trois délégués;
- lorsque le syndicat regroupe plus de deux communes syndiquées, alors chaque commune-membre dont la population ne dépasse pas 500 habitants est représentée au comité par deux délégués et chaque commune dont la population dépasse 500 habitants est représentée au comité par quatre délégués.

**Art. 6.** Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assurer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

**Art. 7.** Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

Les travaux du syndicat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

**Art. 8.** Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement, d'entretien et de création des installations et équipements pour lesquelles le syndicat a été constitué.

**Art. 9.** Le syndicat est constitué pour une durée de trente ans reconductible tacitement par tranche de dix ans.

**Art. 10.** Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution. Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Michel Wolter**

Château de Fischbach, le 31 mars 2000.

Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

## STATUTS

### du syndicat de communes pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid

#### 1. CREATION DU SYNDICAT

1.1. Les communes de Heiderscheid et d'Esch-sur-Sûre ont convenu de se constituer en syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid regroupant leurs classes de l'enseignement primaire, préscolaire et précoce.

1.2. Le syndicat est régi par:

- a) la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite
- b) l'arrêté grand-ducal autorisant sa création
- c) les présents statuts, qui font partie intégrante de l'arrêté grand-ducal d'institution.

#### 2. MEMBRES

2.1. Conformément à l'arrêté grand-ducal d'institution, les communes de Heiderscheid et d'Esch-sur-Sûre sont membres fondateurs du syndicat.

2.2. D'autres communes peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900 et après accomplissement de la condition suivante:

Le membre entrant assume, dans la proportion qui existe entre l'effectif de sa population et la population des communes déjà syndiquées, une participation financière à la valeur du patrimoine mobilier et immobilier du syndicat déterminée par un expert assermenté en la matière à désigner d'un commun accord entre le syndicat et la commune entrante.

La population à prendre en considération est la population de résidence la plus récente calculée par le service central de la statistique et des études économiques (STATEC).

Le comité du syndicat est autorisé à décider que la liquidation de la mise de fonds peut être répartie sur plusieurs années avec des intérêts à fixer par ses soins.

2.3. La participation des communes syndiquées aux obligations d'investissement et de fonctionnement du syndicat se fait proportionnellement à la population telle que définie à l'article 2.2. alinéa 3.

2.4. Le syndicat est constitué pour une durée de trente ans reconductible tacitement par tranches de dix ans.

Une commune qui désire sortir du syndicat doit en informer le syndicat au moins trois années avant la prochaine échéance. Le membre sortant a droit au remboursement de sa quote-part dans la valeur du patrimoine mobilier et immobilier du syndicat au moment de la sortie, valeur déterminée par un expert assermenté en la matière à désigner d'un commun accord entre le syndicat et la commune sortante.

2.5. En cas de dissolution du syndicat tout le patrimoine dont dispose le syndicat à ce moment est repris par la commune de Heiderscheid qui s'engage à restituer aux autres communes leur quote-part dans la valeur du patrimoine mobilier et immobilier du syndicat déterminée par un expert assermenté en la matière à désigner d'un commun accord entre les communes syndiquées.

2.6. Une nouvelle clé de répartition sera de droit applicable à partir du 1er du mois pendant lequel un nouveau membre entre au syndicat conformément aux stipulations de l'article 2.2. ci-dessus respectivement un ancien membre sort du syndicat conformément aux stipulations de l'article 2.4. ci-dessus.

2.7. La clé de répartition dont question au paragraphe 2.6. ci-dessus est applicable aux membres fondateurs du syndicat à partir du 01.01.1999 en ce qui concerne les dépenses d'investissements et à partir du 01.09.1999 en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement.

### 3. DENOMINATION

3.1. Le syndicat est dénommé comme suit: "Syndicat intercommunal pour la création, l'extension, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid, en abrégé "Schoulsyndikat Heischent an Esch/Sauer".

### 4. SIEGE

4.1. Le syndicat a son siège dans la commune de Heiderscheid.

### 5. OBJET DU SYNDICAT

5.1. Le syndicat a pour objet:

- a) la reprise des infrastructures scolaires existantes à Heiderscheid
- b) l'extension de ces infrastructures en fonction des besoins de la population scolaire à accueillir
- c) l'entretien et le fonctionnement du centre scolaire intercommunal à Heiderscheid.

5.2. De cet objet découlent les obligations suivantes:

- a) l'achat des infrastructures existantes y compris l'équipement technique et mobilier au prix établi sur base d'une expertise effectuée par un expert assermenté en la matière
- b) la réalisation de travaux d'extension
- c) l'acquisition de l'équipement technique et du mobilier
- d) l'entretien et la réparation des immobilisations indiquées ci-dessus
- e) l'organisation du fonctionnement du centre scolaire
- f) la mise en œuvre de l'organisation scolaire annuelle
- g) l'organisation des transports scolaires
- h) l'organisation des activités sportives scolaires.

Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social. Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Il leur est expressément défendu d'organiser un service identique ou d'entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

### 6. ADMINISTRATION

#### 6.1. Le comité

6.1.1. Le syndicat est administré par un comité dans lequel la représentation des communes syndiquées est réglée de la manière suivante :

- lorsque le syndicat regroupe deux communes syndiquées, alors chacune d'elles est représentée au comité par trois délégués ;
- lorsque le syndicat regroupe plus de deux communes syndiquées, alors chaque commune dont la population ne dépasse pas 500 habitants est représentée au comité par deux délégués et chaque commune dont la population dépasse 500 habitants est représentée au comité par quatre délégués.

La population à prendre en considération est la population telle que définie à l'article 2.2. alinéa 3.

En cas d'adhésion d'une nouvelle commune au syndicat ou de retrait d'une commune membre du syndicat, la modification nécessaire dans la composition du comité s'effectuera dans les trois mois qui suivent le changement, moyennant les décisions requises des conseils communaux concernés.

6.1.2. Les membres du comité sont élus, parmi les membres des conseils communaux, au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées, dans les formes établies par les articles 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.1.3. La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites à l'article 6.1.2. ci-dessus.

6.1.4. Le comité est renouvelé tous les six ans après chaque renouvellement des conseils communaux et dans la quinzaine qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

6.1.5. En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procède dans la quinzaine de son installation à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

6.1.6. Les délégués sortants sont rééligibles.

6.1.7. En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

6.1.8. Tout délégué élu en remplacement achève le mandat de celui qu'il remplace.

6.1.9. Si un conseil, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer les délégués, le bourgmestre et l'échevin premier en rang et l'échevin deuxième en rang représentent la commune dans le comité du syndicat. En cas d'empêchement d'un ou de plusieurs de ces membres ils sont remplacés conformément à l'article 42 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.1.10. Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.

6.1.11. Les membres du comité ont encore droit à des frais de route à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

6.1.12. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

6.1.13. Sans préjudice des dispositions inscrites à l'article 6.2.1. ci-dessous, les affaires suivantes sont notamment soumises à la décision du comité :

- a) l'élection du président et des membres du bureau
- b) la désignation et la révocation du secrétaire, du receveur et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération
- c) la fixation des jetons de présence et des frais de route des membres du comité
- d) l'élaboration du règlement d'ordre intérieur du syndicat
- e) l'élaboration du règlement d'utilisation des installations scolaires
- f) la fixation des tarifs et redevances pour l'utilisation des installations et équipements du syndicat
- g) l'acceptation de dons et legs
- h) l'approbation du budget et des autorisations spéciales de crédit
- i) l'approbation des comptes
- j) l'établissement des relevés fixant la contribution des membres aux charges et pertes du syndicat et leur participation aux recettes et bénéfices
- k) l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers.

Complémentairement à ce qui précède, le comité émet un avis au sujet des affaires ci-dessous:

- a) la modification des statuts
- b) la dissolution du syndicat

## **6.2. Le bureau**

6.2.1. Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

6.2.2. Chaque commune est représentée au bureau par deux membres. Le bureau désigne en son sein un président, un vice-président par commune syndiquée et un secrétaire. Le président et le dernier vice président sont désignés parmi les délégués de la commune de Heiderscheid.

6.2.3. Le bureau rend compte de ses travaux au comité au moins une fois par semestre.

## **6.3. Le président**

6.3.1. Le président est élu parmi les délégués de la commune de Heiderscheid.

6.3.2. Le président convoque les réunions du comité et du bureau, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1900.

6.3.3. Il prépare les décisions du comité et se charge de leur exécution.

6.3.4. Le président représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.

6.3.5. Il est chargé de la surveillance des affaires courantes, de l'ordonnancement des dépenses décidées par le comité ou le bureau et de la surveillance de la comptabilité.

6.3.6. Lorsque, lors d'une séance du comité, il y a partage de voix sur un point de l'ordre du jour discuté, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage de voix dans cette seconde séance le président ou son remplaçant a voix prépondérante.



#### **6.4. Le personnel**

6.4.1. Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

6.4.2. Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

6.4.3. Le comité du syndicat pourvoit à l'engagement du personnel auxiliaire qui comprend notamment le concierge, les femmes de charge, les chauffeurs des voitures assurant le transport scolaire, les moniteurs et les chargés de cours. Leurs traitements et salaires sont réglés d'après les dispositions légales en vigueur.

#### **6.5. Gestion administrative**

6.5.1. Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.

6.5.2. Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'invitation du Ministre de l'Intérieur, soit sur celle du Commissaire de District de Diekirch, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité.

6.5.3. La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et contient l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit jusqu'à un jour franc par le président qui en indiquera le motif dans l'invitation.

6.5.4. La réunion du comité est présidée par le président. Lorsque l'assemblée est convoquée à la demande du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de District de Diekirch, la séance est présidée et dirigée par celui qui a provoqué la convocation. Le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de District de Diekirch ont entrée dans le comité. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel ils peuvent se faire représenter par un délégué.

6.5.5. Le comité ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages, chaque délégué disposant d'une voix.

6.5.6. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

6.5.7. Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites à l'alinéa ci-dessus, et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou la troisième fois que la convocation a lieu.

6.5.8. Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.5.9. Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par écrit dans les formes prévues par l'article 26 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour les délibérations des conseils communaux. Les expéditions sont signées par le président ou celui qui le remplace et contresignées par le secrétaire; elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

6.5.10. Les conseillers communaux des communes syndiquées sont autorisés à prendre connaissance des procès-verbaux des séances du comité. Il leur est loisible de formuler des observations, qui sont alors portées à la connaissance des membres du comité.

6.5.11. Les séances du comité et du bureau ne sont pas publiques.

#### **6.6. Les organes de surveillance**

6.6.1. La surveillance du syndicat, notamment des actes portant approbation des budget et comptes est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de District de Diekirch. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

6.6.2. Les décisions du comité, comme celles des conseils communaux, restent soumises à l'approbation de l'autorité supérieure, pour autant que cette approbation est requise.

6.6.3. En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président ou à son remplaçant, celles réglant les droits du conseil communal sont applicables au comité et au bureau.

### **7. GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE**

7.1. La comptabilité du syndicat comprend le budget, la comptabilité proprement dite et le compte de fin d'année.

7.2. Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat, sous réserve des adaptations et modifications prévues aux articles 171, 172 et 173 de la loi communale du 13 décembre 1988.

7.3. Le receveur est chargé seul et sous sa responsabilité personnelle d'effectuer les recettes et de liquider les dépenses.

7.4. Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement, d'entretien et de création des installations et équipements pour lesquels le syndicat a été constitué.

7.5. Les recettes du budget comprennent notamment:

- a) la contribution des communes syndiquées aux frais de fonctionnement
- b) la contribution des communes syndiquées au frais d'investissement

- c) les sommes que le syndicat reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu
- d) les subventions de l'Etat
- e) les produits des dons et legs
- f) les revenus des capitaux.

7.6. Copies du budget et du compte annuel de fin d'exercice du syndicat sont signifiées chaque année aux conseils communaux des communes syndiquées.

## 8. PATRIMOINE DU SYNDICAT

8.1. Le syndicat demande à la fin de chaque exercice de la part des communes syndiquées leur contribution annuelle d'après la clef de répartition prévue au chapitre 2 et selon le déficit existant à la fin de l'exercice en question déduction faite des avances sollicitées au courant de l'exercice. Il en est de même pour la contribution des communes syndiquées aux frais d'investissement.

## 9. OBLIGATIONS ET DROITS DES MEMBRES SYNDIQUES STIPULATIONS PARTICULIERES

9.1. Le personnel enseignant nommé par l'administration communale de Heiderscheid dans les formes établies par l'article 37 de la loi scolaire du 10 août 1912 avant la constitution de syndicat est repris par le syndicat.

S'il devait s'avérer par la suite que le nombre du personnel enseignant est insuffisant et qu'il y a lieu d'augmenter les effectifs, il appartiendrait à tour de rôle aux communes syndiquées de procéder à la nomination du prochain enseignant à commencer par la commune siège du syndicat et à continuer par les autres communes en fonction de l'importance de leur population.

Le remplacement d'un enseignant démissionnaire est effectué par la commune qui a procédé à sa nomination.

## 10. CHANGEMENT DES STATUTS

10.1. Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes syndiquées y donnent leur adhésion. Elle reste soumise à l'approbation du Grand-Duc conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900.

## 11. ENTREE EN VIGUEUR DES STATUTS

11.1. L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour de leur approbation par l'autorité supérieure.

### **Arrêté grand-ducal du 8 avril 2000 autorisant l'admission de la commune d'Useldange au syndicat intercommunal «De Réidener Kanton».**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de la commune d'Useldange en date du 25 juin 1999 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal «De Réidener Kanton» dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 6 mars 1990;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Beckerich, Bettborn, Ell, Grosbous, Rambrouch, Redange/Attert, Saeul, Vichten et Wahl desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune d'Useldange au syndicat intercommunal en question;

Sur rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les délibérations précitées ayant pour objet l'admission de la commune d'Useldange au syndicat intercommunal «de Réidener Katon».

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Michel Wolter**

Château de Fischbach, le 8 avril 2000.

Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

### **Arrêté ministériel du 25 avril 2000 arrêtant une deuxième liste de médiateurs.**

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 6 mai 1999 relative à la médiation pénale et portant modification de différentes dispositions

- a) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
- b) du code des assurances sociales;

Vu le règlement grand-ducal du 31 mai 1999 fixant les critères et la procédure d'agrégation aux fonctions de médiateur, la procédure de médiation pénale et le mode de rémunération des médiateurs;

Vu les avis du procureur Général d'Etat du 29 septembre 1999 et du 15 décembre 1999;



Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont inscrits sur la deuxième liste des médiateurs

1. Maître Jean-Jacques *Schonckert*, 15, rue Philippe II, L-2016 Luxembourg

2. Maître Jacques *Wolter*, 15B, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 25 avril 2000.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

**Administration des Bâtiments Publics. – Examen de fin de stage.** – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'administration des Bâtiments Publics envisage d'organiser au mois de décembre 2000 un examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale dans la carrière du rédacteur.

**Administration du Cadastre et de la Topographie. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 14 avril 2000, Monsieur Alain *Rischar*, ingénieur technicien stagiaire à l'administration du cadastre et de la topographie, a été nommé ingénieur technicien à la même administration à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000.

Par arrêté grand-ducal du 14 avril 2000, Monsieur Stéphane *Barthelmy*, ingénieur technicien stagiaire à l'administration du cadastre et de la topographie, a été nommé ingénieur technicien à la même administration à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000.

**Administration des Contributions. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 14 avril 2000, Monsieur François *Moes*, préposé du bureau d'imposition Esch/Alzette 2 de la section des personnes physiques, a été nommé préposé du bureau d'imposition Esch/Alzette 1 de la même section.

**Administration de l'Enregistrement et des Domaines. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 14 avril 2000, Monsieur Guy *Hahn*, inspecteur principal, a été nommé inspecteur principal premier en rang affecté au service de contrôle extérieur à Luxembourg à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000.

Par arrêté grand-ducal du 14 avril 2000, Madame Malou *Wozniak-Leyers*, inspecteur à l'administration de l'enregistrement et des domaines, a été nommée inspecteur principal, affecté au service de contrôle extérieur à Esch-sur-Alzette de la même administration avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2000.

### **Commissariat aux Assurances.**

*Comptes annuels du Commissariat aux Assurances pour l'exercice 1999 (FIN. 12/2000)*

#### **Conseil de Gouvernement du 14 avril 2000**

Extrait du procès-verbal n° 13/00 modifié dans la séance du 28 avril 2000

En application de l'article 21 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et sur le rapport de M. le Ministre du Trésor et du Budget, le Conseil de Gouvernement approuve les comptes annuels du Commissariat aux Assurances pour l'exercice 1999, qui clôturent avec un résultat de 2.894.338 LUF après dotation à la réserve pour investissement de 11.577.354 LUF et un total de bilan de 115.092.121 LUF Au 31 décembre 1999. Le Conseil accorde en conséquence décharge aux organes du Commissariat.

#### **COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE 1999**

##### *Débit*

Frais de personnel .....	30.757.149
Autres charges brutes d'exploitation .....	16.348.964
Corrections de valeur sur immobilisations .....	1.396.315
Dotations aux provisions .....	0
Intérêts et charges assimilées .....	10.729
Dotation à la réserve pour investissements .....	11.577.354
Bénéfice reporté de l'exercice .....	2.894.338
<b>TOTAL .....</b>	<b>62.984.849</b>

*Crédit*

Taxes .....	60.349.000
Intérêts et produits assimilés .....	2.516.674
Autres recettes .....	119.175
<b>TOTAL .....</b>	<b>62.984.849</b>

**BILAN AU 31 DECEMBRE 1999**

Actif immobilisé .....	2.803.151
Valeur brute .....	13.169.775
Corrections de valeur .....	(10.366.624)
Actif circulant .....	110.559.716
Créances .....	1.764.961
Avoirs en banque, avoirs en compte .....	108.794.755
Comptes de régularisation .....	1.729.254
<b>TOTAL .....</b>	<b>115.092.121</b>

*Passif*

Capitaux propres .....	111.128.760
Dotation en espèces .....	15.000.000
Apports en nature .....	5.036.747
Réserve pour investissements immobiliers .....	73.163.513
Résultats reportés des exercices antérieurs .....	17.928.500
Provisions .....	0
Dettes .....	1.069.023
Résultat reporté de l'exercice .....	2.894.338
<b>TOTAL .....</b>	<b>115.092.121</b>

Luxembourg, le 4 mai 2000

Le Comité de direction

Victor Rod, Claude Wirion, Marc Lauer

**Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois de février 2000.**

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date du retrait</i>
Faber Josiane ép. Mainz, Keispelt	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES VIE	09.02.2000
Schenten Robert, Luxembourg	AXA ASSURANCES AXA ASSURANCES	09.02.2000
Michaux Philippe, Nothum	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	09.02.2000
Dochen Pierre, Luxembourg	VITIS LIFE	09.02.2000

**Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois de février 2000.**

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Schaaf Steve, Dudelange	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	09.02.2000

**Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois de mars 2000.**

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date du retrait</i>
Szöllösy Alex, Sanem	AGF ASSURANCES	10.03.2000
Felix Patrick, Erpeldange	AXA ASSURANCES	10.03.2000
Moeremans Dominique ép. Osch, Ettelbruck	AXA ASSURANCES	10.03.2000

	AXA ASSURANCES VIE	
Becker Manuela, Esch-sur-Alzette	BALOISE VIE	29.03.2000
Kintziger Nico, Niederkorn	FORTIS LUXEMBOURG IARD	10.03.2000
Bartholmé Alain, Bissen	HAMBURG-MANNHEIMER	10.03.2000
Desprez Nadine ép. Ries, Gonderange	HAMBURG-MANNHEIMER	10.03.2000
Kintziger Nico, Niederkorn	LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Figueiredo Mario, Bettembourg	P&V ASSURANCES	10.03.2000
Wegnez Vincent, Steinfort	P&V ASSURANCES	23.03.2000
Dos Santos Cunha Jorge, Luxembourg	ZURICH, Compagnie d'Assurances ZURICH EUROLIFE	28.03.2000

**Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois de mars 2000.**

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Michaux Philippe, Nothum	AZUR-VIE	10.03.2000
Faber Josiane ép. Mainz, Keispelt	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	10.03.2000
Figueiredo Mario, Bettembourg	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	10.03.2000
Moeremans Dominique ép. Osch, Ettelbruck	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	10.03.2000
Dochen Pierre, Luxembourg	LUXEMBOURG HENIN VIE	10.03.2000
Bartholmé Alain, Bissen	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Bellion Laurence, Mondorf-les-Bains	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Bermes Jean-Luc, Bascharage	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
De Marneffe Dimitri, Luxembourg	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Delhez Patrick, Esch-sur-Alzette	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Grethen Bob, Esch-sur-Alzette	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Hammerel Bob, Luxembourg	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Rock Sandra, Beyren	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Wolter Philippe, Luxembourg	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	10.03.2000
Desprets Nicky, Luxembourg	P&V ASSURANCES	10.03.2000

**Entreprise des Postes et Télécommunications. – Nouvelles conditions générales.** – Au 1<sup>er</sup> juin 2000 entreront en vigueur les nouvelles conditions générales applicables aux services de télécommunication de l'Entreprise des Postes et Télécommunications.

Le texte intégral est à la disposition du public à tous les bureaux de poste et téléboutiques.

**Experts, traducteurs et interprètes désignés en application de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes.**

**(85e liste)**

Suite à l'arrêté ministériel du 7 février 2000 portant en matière répressive et administrative, désignation d'experts, de traducteurs et d'interprètes, les personnes suivantes ayant prêté serment devant la chambre civile de la Cour Supérieure de Justice en date du 15 mars 2000 ont été inscrites sur la liste des experts, traducteurs et interprètes:

**I) liste des experts:**

**– dans la branche médicale**

*radiologie*

Monsieur Guy Scheifer, 151, avenue Salentiny, L-9080 Ettelbruck

*ophtalmologie*

Monsieur Marcel Levy, 21, rue de l'Alzette, L-4011 Esch-sur-Alzette

**– dans la branche automobile**

Monsieur Daniel Eiffener, 32, rue Dr Klein, L-5630 Mondorf

**– dans la branche bâtiment, génie civil et construction**

Monsieur Paul Ambrosini, 4, place d'Europe, L-4112 Esch-sur-Alzette

spécialité(s): coordinateur de sécurité et de santé de chantiers temporaires ou mobiles

Monsieur Raymond Bausch, 50, rue Prinzenberg, L-4773 Pétange

Monsieur Pierre Chrisnach, 36, rue Roger Barthel, L-7212 Bereldange

spécialités(s): coordinateur de sécurité et de santé des projets de constructions

Monsieur Robert Kousmann, 12, rue de la Paix, L-3871 Schifflange

spécialité(s): Coordinateur de sécurité et de santé de chantiers de construction

Monsieur Steve Molitor, 14, rue Napoléon I, L-8342 Olm

**– dans la branche artisanale**

*électricien*

Monsieur Jean-Jacques Lemmer, 6, cité Charles de Gaulle, L-4951 Bascharage

spécialité(s): systèmes d'alarme, télécommunication, téléinformatique

*menuiserie*

Monsieur Siegfried Hauswirth, 33, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg

**– dans la branche comptabilité, fiscalité, économie, commerce et finances**

Monsieur André Sassel, 6, cité Penscherbiërg, L-9776 Wilwerwiltz

**II) liste des traducteurs et interprètes**

Madame Margarida Brites Nunes, 15, rue Félix de Blochausen, L-1243 Luxembourg

langues: allemand, anglais, portugais

Madame Paola Ravacchioli, 1, rue Mercier, L-8186 Kopstal

langues: anglais, français, italien

**Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examen-concours.** – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera au cours du mois de juin 2000 l'examen-concours suivant:

**le 21 juin 2000: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'huissier.**

Relevé des vacances de poste:

Ministère des Affaires Etrangères

2

Les épreuves préliminaires à l'examen-concours en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu les 29 et 30 mai 2000.

**Relevé Général de la Législation: édition 2000 – Mise en vente.** – Edité par le Service Central de Législation, le «Relevé Général de la Législation - 2000», contenant l'inventaire de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables au Luxembourg, à la date du 31 décembre 1999, avec indication des références de publication, vient de paraître.

Il est mis en vente en librairie, au prix de 450,- francs (t.t.c.)

**Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de mars 2000.**

N° d'ordre	Nom du failli	date du jugement	juge-commissaire	curateur
	<i>Luxembourg</i>			
1.	la S.A. FEELING, avec siège social à Luxembourg, 11-13, rue Adolphe Fischer	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Brigitte Pochon
2.	la S.A. NORGE CENTER, avec siège social à Luxembourg, 12, rue Fort Wallis, avec magasins à Luxembourg, 18, Côte d'Eich et à Dudelange, 33, place de l'Hôtel de Ville	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
3.	la S.A. MARYL INTERNATIONAL, avec siège social à Luxembourg, 1, rue André Duchscher	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
4.	la s. à r. l. GESONDHEETSBACKEREI LANNERS, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 8, rue Michel Rodange	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
5.	la s. à r. l. BIDOLI IVAN & CIE, avec siège social à Elvange/Mondorf, 25, rue Pierre Diederich	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
6.	la s. à r. l. MOTA AMARAL & FILS, avec siège social à Luxembourg, 44, rue des Hauts-Fourneaux	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
7.	la S.A. CAPITAL CONSTRUCT, avec siège social à Luxembourg, 116, rue de Rollingergrund	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
8.	la s. à r. l. SACAM, avec siège social à Bettembourg, Z.I. Scheleck	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yann Baden
9.	la s. à r. l. J.M. REALISATIONS, avec siège social à Luxembourg, 252, avenue Gaston Diederich	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yann Baden
10.	la S.A. JAJ DISTRI, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 9, rue Dicks	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Marc Schiltz
11.	la s. à r. l. LAGUNA, avec siège social à Pissange, Maison 12	03.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Mourad Sebki
12.	la S.A. LUXATLANTIC OVERSEAS AIRLINES, anc. SOLID'AIR, avec siège social à Sandweiler, rue de Luxembourg	03.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Evelyne Korn
13.	la s. à r. l. ETABLISSEMENT NORBERT SCHAAF, avec siège social à Differdange, 97, avenue d'Oberkorn	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Johanna Mozer
14.	la s. à r. l. THOMAS SCHUSTER, avec siège social à Remich, 3-5, rue de Stadtbredimus	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
15.	la S.A. MASSENET, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 94, boulevard de la Pétrusse	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Gerd Brockhoff
16.	la S.A. ENTEX INTERNATIONAL, avec siège social à Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1 <sup>er</sup>	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Yann Baden
17.	la S.A. REAL-TECHNIC, avec siège social à Rollingen, 1, rue Belle-vue	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Miguel A. Andreu

18.	la s. à r. l. TERRES INSTALLATIONS DE MAGASINS, avec siège social à Luxembourg, 55, Montée Pilate	10.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Fabien Verreaux
19.	Francis KRATZ, commerçant, ayant fait le commerce sous la dénomination EURO RALLY TEAM, à Schiffange, 27--29, route d'Esch, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 20, rue C. M. Spoo	15.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
20.	la S.A. SANITHERMIC, avec siège social à Alzingen, 6, rue de l'Eglise	15.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
21.	la s. à r. l. TAVERNE ESCHOISE, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 7, rue du Brill	17.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
22.	la s. à r. l. ORGA PRO CONSULT, avec siège social à Luxembourg, 7, plateau du Saint Esprit	17.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Samia Rabia
23.	la S.A. PIZZALLO, avec siège social à Luxembourg, 60, rue de Strasbourg	17.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Sandra Cortinovis
24.	la S.A. CONTRAX, avec siège social à Luxembourg, 147, rue des Cents	17.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Katia Panichi
25.	la s. à r. l. SUN CARAÏBES, avec siège social à Luxembourg, 9, rue du Fort Wallis	17.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
26.	la s. à r. l. CHIARA, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 146, boulevard J. F. Kennedy	17.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
27.	la s. à r. l. PARIS PREMIERE, avec siège social à Luxembourg, 11, avenue de la Liberté	22.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Evelyne Korn
28.	la S.A. EUCOS, avec siège social à Luxembourg, 147, rue de Cents, de fait établie à Luxembourg, 201, route de Longwy	22.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Evelyne Korn
29.	la s. à r. l. CAFETERIA 3 WEIEREN, avec siège social à Kockelscheuer, 42, route de Bettembourg	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
30.	la s. à r. l. PROBU GmbH, PRODUCTS AND BUSINESS PROJECTS, avec siège social à Luxembourg, 46, rue de la Semois	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
31.	la s. à r. l. SUD BAZAR, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 24, rue de l'Alzette	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
32.	la S.A. BLUE RAIDS, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 9, rue Dicks	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
33.	la S.A. FRICOM, avec siège social à Foetz, 2, rue du Commerce	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
34.	la S.A. EPP EUROPENNE DE PUBLICITE ET DE PROMOTION, avec siège social à Livange, Centre d'Affaires Le 2000	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yann Baden
35.	la S.A. MONTEIRO FACADES, avec siège social à Luxembourg, 1, rue Joseph Heintz	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yann Baden
36.	la S.A. M & C, avec siège social à Luxembourg, 241, route de Longwy	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yann Baden
37.	la S.A. INTERAUTO, avec siège social à Bertrange, 224, rue des Romains	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> U. Jacquin-Becker
38.	la s. à r. l. WALL STREET, avec siège social à Luxembourg, 5, rue du Mur	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Nathalie Schroeder



39.	la S.A. SERVICE PLUS, avec siège social à Luxembourg, 99, avenue du X Septembre	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
40.	la s. à r. l. KUPFER UND ALUMINIUM TRADING, en abrégé KUPAL, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 54, rue d'Anvers	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
41.	la s. à r. l. DRAGEES ET TRADITIONS PATISSIERES, avec siège social à Luxembourg, 20, rue Notre-Dame	24.03.2000	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
42.	la S.A. SCANN SCREEN, avec siège social à Luxembourg, 6, avenue du X Septembre	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Brigitte Pochon
43.	la S.A. EURO-INVEST & TRADE GROUP, avec siège social à Luxembourg, 15, boulevard Royal	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Catherine Gérard
44.	la s. à r. l. R CHAUD, avec siège social à Holzem, 22, rue de Capellen	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Miguel Andreu
45.	la s. à r. l. JETRANS, avec siège social à Windhof, 12, rue de l'Industrie	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Miguel Andreu
46.	la S.A. NÜRBURGRING, avec siège social à Luxembourg, 241, route de Longwy	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
47.	la s. à r. l. LE LORRAIN, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 56, boulevard Royal	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
48.	la s. à r. l. BECALUX, avec siège social à Luxembourg, 66, rue de Bonnevoie	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anja Reisdorfer
49.	la s. à r. l. CRESTYLE, avec siège social à Bascharage, 106, rue de Luxembourg	31.03.2000	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Ender Ulcun
<i>Diekirch</i>				
50.	ACALUX S. à r. l. établie et ayant son siège social à Ettelbruck, 90, avenue J.F. Kennedy	01.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> François Gengler
51.	CAFE-RESTAURANT LA GRILLADE S. à r. l., établie et ayant son siège social à L-6210 Consdorf, 5, route de Luxembourg	01.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> François Gengler
52.	M.C. COMPANY, établie et ayant son siège social à Clervaux, 2B, route d'Eselborn	01.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> François Gengler
53.	Antoine VAN DIESEN, faisant le commerce sous la dénomination «AVD DATA SYSTEMS», demeurant à L-6586 Steinheim	08.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> Jean-Louis Unsen
54.	MEDIA PRINT, établie et ayant son siège social à L-9053 Ettelbruck, 26, avenue J.F. Kennedy	15.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> Frank Wies
55.	4 SEASONS TRADING COMPANY, ayant eu son siège social à L-9991 Weiswampach, 117, route de Stavelot	15.03.2000	Mme M.-Th. Schmitz	M <sup>e</sup> Edith Reiff

**Tableau des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.**

COMPLEMENT n° 1:

Il y a lieu d'ajouter au tableau arrêté au 31 décembre 1999 et publié au Mémorial B n° 3 du 28 janvier 2000 sous:

**Catégorie: Commissionnaires (article 24A)**

CREDIT LYONNAIS INTERNATIONAL FUND SERVICES S.A., 19-21, route d'Arlon, L-8009 Strassen

**Catégorie: Gérants de fortunes (article 24B)**

CARLSON ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., en abrégé «CAML», 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

**Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24D)**

CREDIT LYONNAIS INTERNATIONAL FUND SERVICES S.A., 19-21, route d'Arlon, L-8009 Strassen  
CARLSON ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., en abrégé «CAML», 26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

**Catégorie: Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers (article 28)**

CLEARSTREAM INTERNATIONAL S.A., 3-5, Place Winston Churchill, L- 2964 Luxembourg

**Catégorie: Domiciliataires de sociétés (article 28-1)**

BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG S.A., 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg  
FIDUPAR S.A., 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Il y a lieu de **modifier** au tableau arrêté au 31 décembre 1999 et publié au Mémorial B n° 3 du 28 janvier 2000 sous:

**Catégorie: Gérants de fortunes (article 24B)**

– l'adresse de l'établissement suivant:

ATAG ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg  
CREUTZ & PARTNERS, GLOBAL ASSET MANAGEMENT, 144, route de Stavelot, L-9991 Weiswampach  
FUDAMENTUM ASSET MANAGEMENT S.A., 8, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg

**Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24D)**

– la dénomination de l'établissement suivant:

ERMITAGE LUXEMBOURG S.A., 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg  
en  
LIBERTY ERMITAGE LUXEMBOURG S.A., 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg

Il y a lieu de **retirer** au tableau arrêté au 31 décembre 1999 et publié au Mémorial B n° 3 du 28 janvier 2000 sous:

**Catégorie : Gérants de fortunes (article 24B)**

BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG S.A., 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg  
VAN DOORN TRUST INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A., 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**Catégorie: Professionnels intervenant pour leur propre compte (article 24C)**

KAUPTHING LUXEMBOURG S.A., 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

**Catégorie: Conseillers en opérations financières (article 25)**

CEDEL INTERNATIONAL, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

**Catégorie: Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers (article 28)**

CEDEL INTERNATIONAL, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg  
Luxembourg, le 31 mars 2000.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER

Charles Kieffer  
Directeur

Jean-Nicolas Schaus  
Directeur général